

que vient la politique. Personne n'y a fait attention, sûrement pas le député de Willowdale ni l'un ou l'autre de nos vis-à-vis. Que personne ne vienne dire que nous négligeons la question des orientations de base.

Après s'être montrés négligents pendant des années en dépit de notre insistance, les libéraux nous disent maintenant qu'ils vont présenter un projet de loi aujourd'hui même qui vise à assurer le contrôle financier des sociétés de la Couronne. La mise sur pied de notre groupe d'étude a suscité beaucoup d'effervescence au sein du gouvernement, tout comme notre groupe d'étude sur la simplification de l'impôt et les pratiques de Revenu Canada ont incité le ministre du Revenu national (M. Bussières) à prendre des mesures, que nous n'avons d'ailleurs pas encore vues, et le ministre des Finances (M. Lalonde) à aborder la question dans son dernier budget.

On peut espérer pour le plus grand bien de notre pays que les études lancées par le parti progressiste-conservateur sur l'amélioration de la productivité, l'emploi des jeunes et les conséquences des transformations technologiques, nous vaudront d'autres réactions libérales, c'est-à-dire qu'ils s'empresseront de faire voter des lois pour mettre en œuvre nos politiques. Ce sera par le plus grand bien de notre pays. Nous pourrions même aller jusqu'à mettre sur pied une équipe chargée de déterminer le moment le plus favorable pour tenir les prochaines élections.

• (1240)

**Des voix:** Bravo!

**Mlle Pat Carney (Vancouver-Centre):** Monsieur le Président, il n'est pas facile de prendre la parole après le député du Yukon (M. Nielsen). Il a réussi à rejeter les allégations des députés libéraux qui nous accusaient de ne pas avoir de politiques.

**Des voix:** Oh! oh!

**Mlle Carney:** Ils pourraient au moins se donner la peine d'écouter mon discours. Peut-être que l'exposé précis de notre leader parlementaire sur nos politiques les a tellement bouleversés qu'ils ne peuvent s'empêcher de songer avec inquiétude aux prochaines élections.

Comme l'a signalé le député de Durham-Northumberland (M. Lawrence), le projet à l'étude représente la plus grande demande d'emprunt de toute l'histoire du Canada, soit 29.5 milliard. De même, c'est la huitième mesure du genre depuis 1980. Huit demandes d'emprunt ont été présentées en l'espace de quatre ans et pourtant cette demande d'emprunt massif n'intéresse qu'une douzaine de ministériels. Depuis le début du débat, j'ai compté le nombre de ministériels présents à la Chambre: de huit à douze, jamais plus. Je constate qu'aucun député néo-démocrate n'est présent à la Chambre pour examiner si le gouvernement a raison de se présenter à nouveau pour réclamer 29.5 milliards. L'autre point à signaler, c'est que de cette somme, quatre milliards de dollars...

**M. Riis:** J'invoque le Règlement.

**Mlle Carney:** Excusez-moi, monsieur le Président, il me semble avoir entendu un député invoquer le Règlement. La pratique établie à la Chambre veut que...

**M. le vice-président:** La présidence a également entendu un député demander la parole au sujet d'un rappel au Règlement,

mais aucun député n'est debout à part l'honorable représentante, qui peut donc poursuivre.

**Mlle Carney:** Monsieur le Président, je voudrais signaler un autre point. Le gouvernement demande l'autorisation d'emprunter immédiatement quatre milliards de dollars pour constituer un fonds d'urgence qui pourrait être reporté à la prochaine année financière. Cela signifie qu'une somme de 25.5 milliards de dollars devra être dépensée en 1984. Naturellement, nous nous inquiétons de l'usage qu'on fera de ce fonds d'urgence. L'existence d'un tel fonds au cours d'une année d'élections donne lieu à des inquiétudes, car on pourrait s'en servir comme d'une caisse noire, à des fins électorales, comme ce fut le cas de tant d'autres programmes du gouvernement par le passé.

L'un des candidats à la direction du parti libéral, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Roberts), vient de quitter la Chambre. Le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) a trouvé le mot juste quand il a dit que ce ministre «patauge dans l'assiette au beurre». Comme les députés le savent, ce ministre s'est arrangé pour dépenser un fonds de 186 millions de dollars pour la création d'emplois, principalement dans des circonscriptions libérales. Notre grande inquiétude, c'est que cette somme de quatre milliards de dollars ne serve à des fins aussi inavouables en cette année électorale.

Monsieur le Président, je vous rappelle que les députés conservateurs sont fort préoccupés par le taux de chômage de 15 p. 100 en Colombie-Britannique. Cette province n'a reçu que 5.5 p. 100 des fonds auxquels je viens de faire allusion. D'autres députés conservateurs ont signalé combien il est étrange que, au cours de la prochaine année financière, on ne puisse répondre à aucun des besoins de Postes Canada dans les circonscriptions conservatrices. De même, il semble que les projets de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ne soient souhaitables que dans les circonscriptions libérales. Même les néo-démocrates, et je félicite le critique du NPD pour les finances, qui vient de revenir à la Chambre, même les néo-démocrates ont signalé que, dans le cadre de ce programme, on a accordé dans l'ensemble du Canada des subventions représentant \$150 par chômeur. Le Québec a reçu \$206 par chômeur, les Maritimes ont reçu \$227 par chômeur et la Colombie-Britannique vient en dernière place avec des subventions de \$60 par chômeur. Voilà pourquoi nous nous inquiétons face à des emprunts de ce genre en une année d'élections.

Par ailleurs, nous ne devons pas oublier en examinant la demande de pouvoir d'emprunt du gouvernement, que ce que le premier ministre nous aura surtout légué après avoir passé de nombreuses années à la Chambre ce sont des emprunts excessifs. On a beaucoup parlé du rôle qu'il a joué dans de nombreux domaines, mais sa grande réussite au cours de toutes ces années, c'est d'avoir anéanti le rêve des Canadiens et de les avoir obérés d'une dette énorme. Il entrera dans l'histoire comme le premier ministre du Canada qui a hypothéqué non seulement notre avenir à nous, mais aussi celui de nos enfants et de nos petits-enfants, qui a fait perdre à de nombreux Canadiens tout espoir de posséder leur maison, qui a ruiné les petits chefs d'entreprise en leur imposant sa politique fiscale et en les livrant aux agissements de Revenu Canada; un premier ministre qui, en faisant monter le taux d'escompte, a systématiquement acculé les agriculteurs à la faillite, leur faisant perdre leur maison et les privant des moyens de faire faire des études